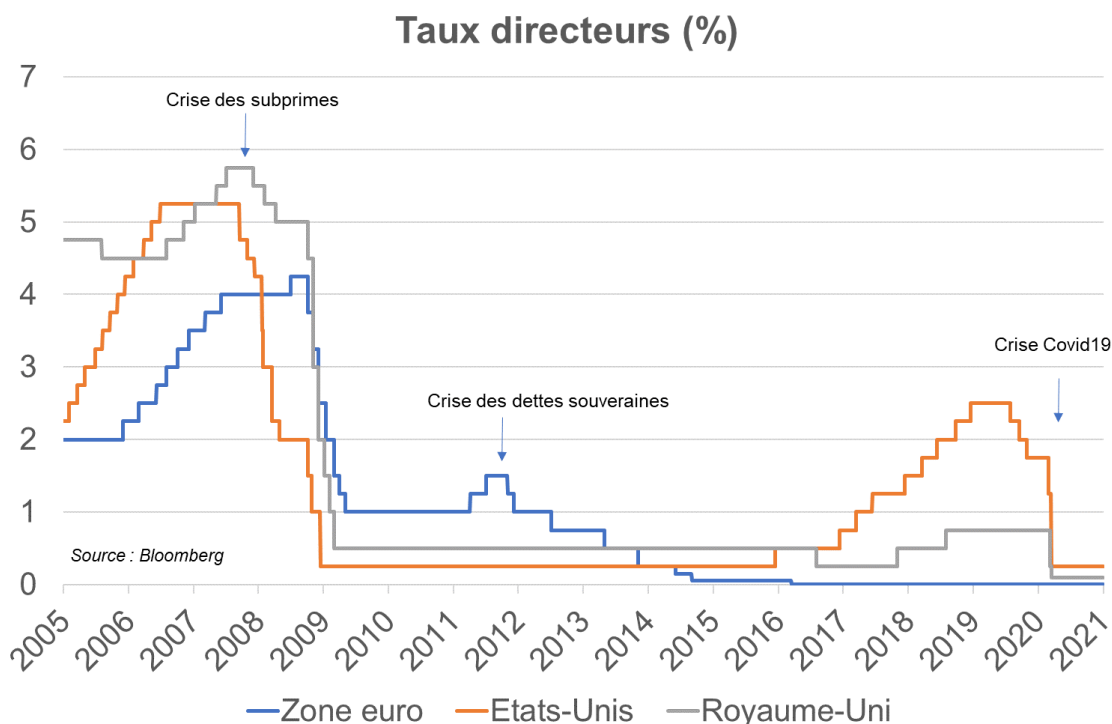


### Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.

#### Document 1



Source : <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/taux-dinteret-bilan-2020-et-perspectives-2021-partie-12>

#### Document 2

Les mesures de soutien pour aider les entreprises à surmonter la crise du Covid-19 se sont élevées à 240 milliards d'euros depuis mars 2020, dont un tiers de subventions et deux tiers de prêts, a indiqué lundi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. L'argent donné "aux entreprises ou aux salariés pour protéger le pouvoir d'achat, c'est 80 milliards d'euros", a déclaré le ministre sur France Inter avant une réunion à Bercy sur le maintien de quelques aides ciblées pour les entreprises en difficultés. "A cela s'ajoutent des prêts, mais c'est des prêts, ça n'a rien à voir, économiquement, avec des subventions, de l'ordre de 160 milliards d'euros, les prêts garantis par l'État, plus d'autres formes de prêt", a ajouté Bruno Le Maire.

C'est aujourd'hui la facture du "quoi qu'il en coûte" ", a-t-il précisé sur France Inter. Cette formule lancée par Emmanuel Macron lors d'une allocution solennelle en mars 2020 au début de l'épidémie

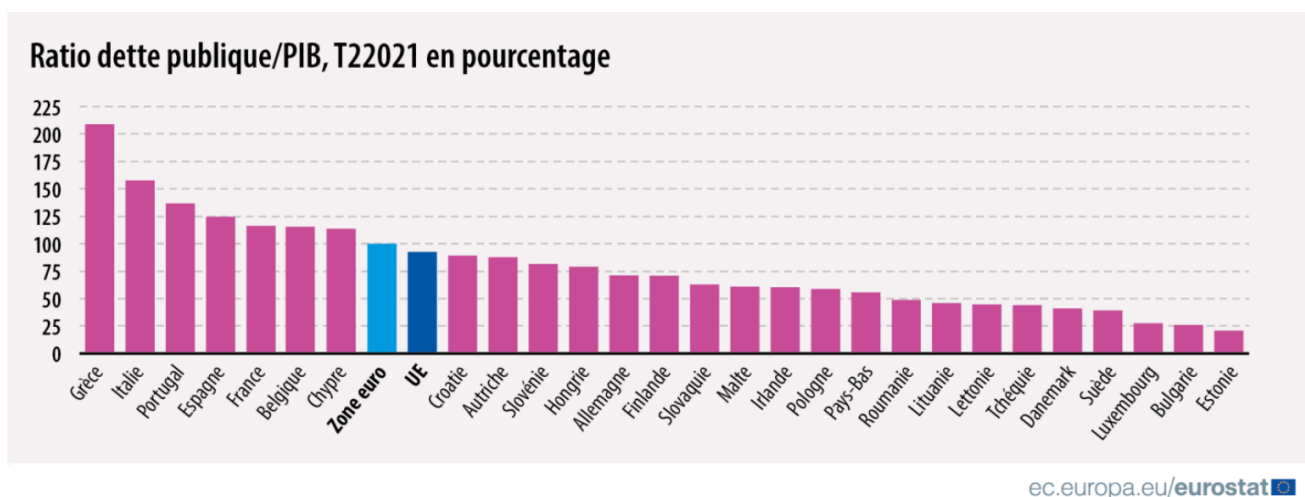
de COVID-19 en France va désormais céder la place au "sur-mesure", avec des aides concentrées sur les secteurs pénalisés par les restrictions sanitaires encore en vigueur, selon les termes de Bruno Le Maire la semaine dernière à LaREF (la rencontre des entrepreneurs de France, ex-université d'été du Medef).

Il a rappelé que le Fonds de solidarité avait coûté environ 35 milliards d'euros, tout comme la prise en charge par l'Etat de l'activité partielle, tandis que les exonérations de charges se sont élevées à 10 milliards d'euros. Depuis le début de la crise sanitaire, plus de 685.000 de prêts garantis par l'Etat (PGE) ont été accordés pour un montant de 139,3 milliards d'euros, selon le ministère de l'Economie. D'autres prêts, notamment participatifs, ont également été accordés par l'Etat, expliquant le chiffre de 160 milliards rapporté par Bruno Le Maire.

Le ministre a mis en avant la bonne santé de l'économie française, qui "tourne à 99% de ses capacités" et la reprise de la consommation pour justifier la fin des aides massives aux entreprises. Il a indiqué que les demandes de PGE sont tombées de 500.000 au moins de mai, alors que toutes les entreprises y étaient encore éligibles, à 50.000 en juillet.

Source: [https://www.challenges.fr/economie/la-facture-du-quoi-qu-il-en-coute-s-eleve-a-240-milliards\\_778588](https://www.challenges.fr/economie/la-facture-du-quoi-qu-il-en-coute-s-eleve-a-240-milliards_778588), 30 août 2021

### Document 3 :



Source : euroindicateurs, deuxième trimestre 2021

### Éléments de correction de la partie 3 :

Introduction :

- Contexte de faiblesse de la croissance économique au sein de l'UE, de Brexit, de coronavirus.
- Définir :

Les **politiques conjoncturelles** visent à agir à court terme sur l'économie, qui ont pour objectif de soutenir la croissance, d'assurer la stabilité des prix, de favoriser l'emploi et l'équilibre de la balance commerciale. On distingue la politique **budgétaire** qui utilise le budget des administrations publiques (dépenses et recettes), et la politique **monétaire**, mise en œuvre par la BCE, qui utilise la masse de monnaie en circulation et qui a pour principal instrument les taux d'intérêt directeurs.

Reprise du sujet : Il s'agit de montrer comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.

**Paragraphe 1** : La politique monétaire, unique au sein de la zone euro, soutient la stabilité des prix et la croissance.

Mécanismes/ Illustrations : Lien entre PM de relance et croissance, rôle de la demande globale (demande globale=  $CF+FBCF+VS+(X-M)$  )

Illustration : document 1 : baisse des taux d'intérêt suite à la crise de 2008 ou de 2020.

**Paragraphe 2** : La politique budgétaire, nationale, mais encadrée par le PSC, soutient la stabilité des prix et la croissance.

Mécanismes/ Illustrations : La PB de relance permet de booster la demande globale. Mais risque de « fuites » par les importations. Risque de déficit public et de dette publique.

Doc 2 création d'un fonds de solidarité ; dépenses de « 80 milliards d'euros », stratégie du « quoi qu'il en coûte »

**Paragraphe 3** : La PB de relance a cependant entraîné des déficits publics et des dettes publiques importantes en UE, mais une PB d'austérité est difficile à mettre en place.

Mécanismes/ Illustrations : Une PB d'austérité permettrait de réduire les déficits mais risque de nuire à la croissance éco, déjà faible.

PSC (Traité d'Amsterdam) contraint les déficits et les dettes publiques (3 % et 60 % du PIB), mais sans succès.

Document 3 : la dette publique de la Grèce est supérieure à deux fois son PIB. Il y a des pays qui respectent cependant la règle des 60% du PIB, comme la Finlande.

### Troisième partie : Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire (10 points)

Critères d'Évaluation		MISSION ACCOMPLIE (Obtient la totalité des points dans la rubrique concernée)	MISSION PARTIELLEMENT ACCOMPLIE (Obtient une partie des points)	MISSION NON ACCOMPLIE (N'obtient aucun pt)	Valorisé (Obtient des points en plus)
<b>Construction d'un raisonnement (3 points)</b>					
Introduction (1,5 pts)	L'élève a explicité les termes clés.	- Mettre une phrase de contexte avant les définitions, même maladroite. - Politique budgétaire, monétaire, conjoncturelle	<i>L'explicitation est INCOMPLÈTE</i>	AUCUNE explicitation	
	L'élève a annoncé clairement une structure de réponse	Reprise du sujet : montrer comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.	Le plan est IMPARFAITEMENT annoncé	PAS d'annonce de plan	
Structure (1 pt)	L'élève a proposé un développement cohérent qui comprend plusieurs paragraphes	- Plan 1 : un paragraphe par politique (monétaire et budgétaire de relance), puis un paragraphe sur les politiques d'austérité. (voir correction) - Tout plan cohérent (une idée=un paragraphe) sera accepté.	<i>Structure IMPARFAITE (redondance entre les paragraphes)</i>	PAS de structure	
Conclusion (0,5 pt)	L'élève a proposé une conclusion qui synthétise les principaux arguments		<i>Synthèse INCOMPLÈTE (synthèse sans réponse au sujet ; réponse sans synthèse des arguments)</i>	PAS de conclusion	
<b>Mobilisation des connaissances du programme en lien avec le sujet ( 5 points)</b>					
L'élève a sélectionné et a explicité des connaissances pertinentes		- politique budgétaire de relance : baisser les impôts et augmenter les dépenses - politique budgétaire d'austérité : augmenter les impôts et baisser les dépenses - politique monétaire de relance (/austérité) : baisser (/augmenter) les taux d'intérêt directeurs, et lien avec les taux d'intérêt des banques de second rang. - lien avec la demande globale (demande globale à définir) et la croissance - risques liés à une politique budgétaire de relance (déficit public et dette publique), et à une politique monétaire expansionniste (possible inflation si trop accommodante) - encadrement des PB par le PSC (Traité d'Amsterdam):deux critères de 60 % et 3 % - mise en œuvre de la PM par la BCE indépendante - une PM expansionniste associée à une PB expansionniste n'est pas le policy mix idéal (Valorisation)  ⇒ 5 des items bien expliqués requis pour avoir la totalité de points. Si davantage, valorisation.	<i>Sélection SANS explicitation Sélection INSUFFISANTE</i>	PAS de sélection et PAS d'explicitation	
L'élève a expliqué les mécanismes et/ou les processus			<i>Mécanismes INCOMPLETS</i>	<i>PAS d'explicitation</i>	
L'élève a proposé des exemples et / ou fait le lien avec les documents			<i>QUELQUES exemples ou lien INCOMPLET</i>	<i>PAS d'exemples ET PAS de lien</i>	

Exploitation du dossier documentaire en lien avec le sujet (3 points)				
L'élève a sélectionné <sup>(1)</sup> et a lu des informations	<p><i>Doc 1 expliquer que les TID ont baissé en réaction à la crise de 2008 ou du covid (lire une donnée)</i>  <i>Exemple : La Fed a abaissé les TID aux Etats-Unis a presque 0 % pour faire face à la crise éco liée au coronavirus</i></p> <p><i>Doc 2 création d'un fonds de solidarité ; dépenses de « 80 milliards d'euros », stratégie du « quoiqu'il en coûte »</i></p> <p><i>Doc 3 lire plusieurs données. Exemples : la dette publique de la Grèce est supérieure à deux fois son PIB. Il y a des pays qui respectent cependant la règle des 60% du PIB, comme la Finlande.</i></p>	Sélection sans lecture Lecture incomplète	PAS ou MAUVAISE sélection et PAS ou MAUVAISE lecture	
L'élève a exploité <sup>(2)</sup> les données en lien avec le sujet	Calculs selon les documents	Exploitation INCOMPLÈTE (Le document est utilisé dans un paragraphe non approprié)	PAS OU MAUVAISE sélection	Calculs exempl e: la dette publique grecque est supérieu
Rédaction claire et soignée (Compétence commune à l'ensemble de l'épreuve composée)				Jusqu'à +1 point

*(1) Sélectionner = l'élève a collecté les données pertinentes / (2) Exploiter = l'élève a tiré des informations pour répondre à la question*

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

**SUJET : A l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez les effets de l'intégration européenne sur la croissance**

**Cette partie comporte trois documents.**

### **Document 1**

Le marché intérieur de l'Union européenne, aussi appelé marché unique, est (...) le plus grand espace économique sans barrière du monde, d'autant plus qu'actuellement, au-delà des États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse y participent par le biais d'accords multilatéraux ou bilatéraux. (...) Ce marché unique (anciennement appelé "marché commun") se fonde sur un principe d'efficacité économique. Au sein du marché unique, les droits de douane et les quotas ont donc été abandonnés entre les États membres. (...) Le marché unique requiert également des règles de concurrence commune à tous ses membres, une certaine harmonisation fiscale et un rapprochement des législations nationales notamment dans les domaines de la santé et de l'environnement. Ce que les institutions européennes entreprennent depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, le marché unique permet aux producteurs et aux travailleurs de s'adresser à près de 530 millions de consommateurs. Selon le Parlement européen en 2018, on estime ainsi "à 2,8 millions le nombre d'emplois créés par le marché unique" . Il aurait également permis de doubler le commerce de biens entre les pays membres et "d'atteindre un niveau de PIB réel de 4,4 % plus élevé" , selon les estimations d'économistes du Cepii la même année. Justine Daniel, Giovanni Vale, « Le marché unique », 20/11/18

<https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/le-marche-unique/>

### **Document 2**

Tous les États membres de l'Union européenne font partie de l'Union économique et monétaire (UEM) et coordonnent l'élaboration de leur politique économique pour soutenir les objectifs économiques de l'UE. Toutefois, un certain nombre d'entre eux ont franchi une étape supplémentaire en remplaçant leur monnaie nationale par la monnaie unique, l'euro. Ces États membres constituent la zone euro.

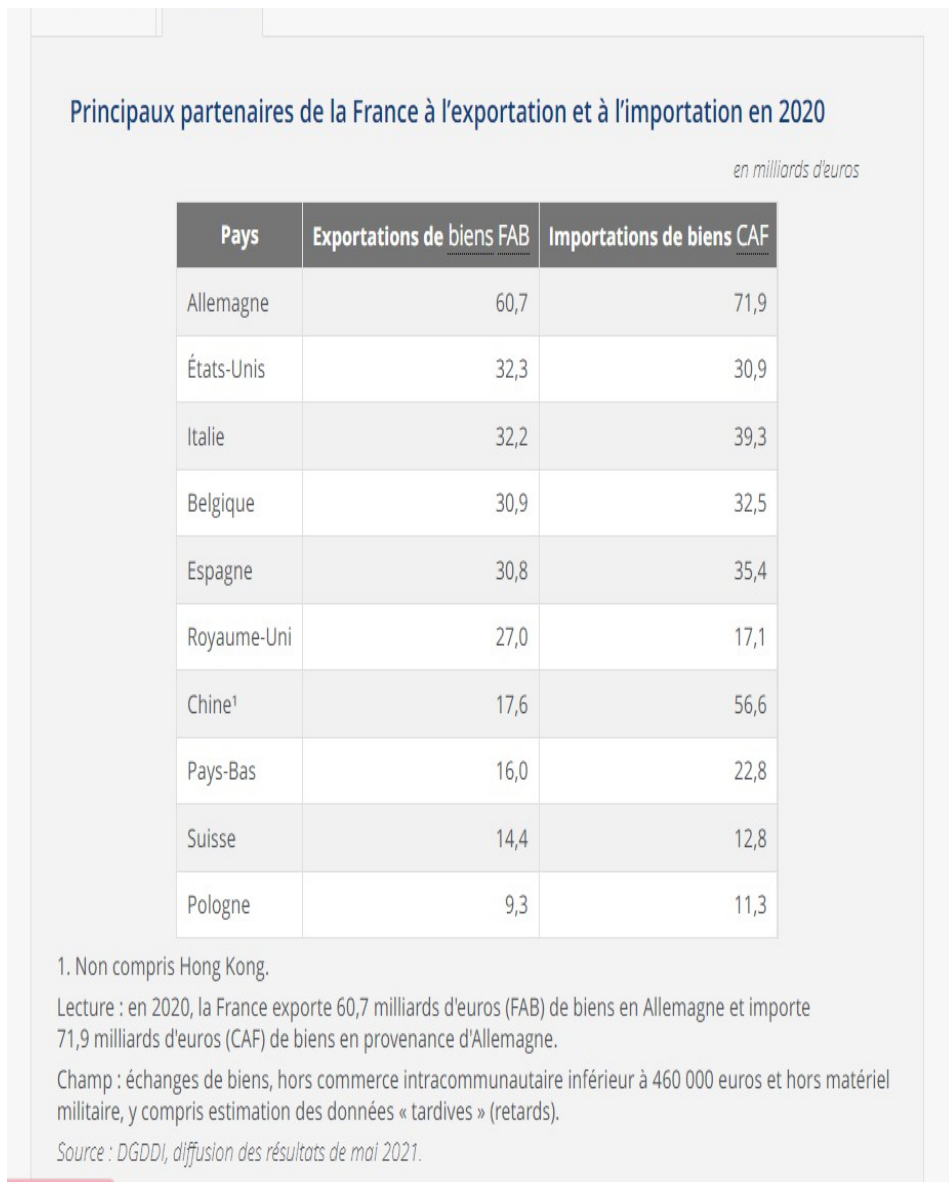
En 1999, lorsque l'euro a été introduit pour la première fois [...], la zone euro était constituée de 11 des 15 pays faisant alors partie de l'UE. La Grèce les a rejoints en 2001, un an avant le passage à la monnaie fiduciaire. Elle a été suivie par la Slovaquie en 2007, Chypre et Malte en 2008, la Slovaquie en 2009, l'Estonie en 2011, la Lettonie en 2014 et la Lituanie en 2015. Aujourd'hui, la zone euro regroupe 19 États membres de l'UE.

Parmi les États membres n'en faisant pas partie, le Danemark (...) a négocié une «clause de non-participation», qui figure dans les protocoles annexés au traité, mais ils pourront y adhérer ultérieurement s'ils le souhaitent. La Suède ne remplit pas encore les conditions requises pour faire partie de la zone euro.

Les autres États membres n'appartenant pas à la zone euro comptent parmi les pays ayant adhéré à l'Union en 2004, 2007 et 2013, après l'introduction de l'euro. Au moment de leur adhésion, ils ne remplissaient pas les conditions requises pour faire partie de la zone euro, mais ils se sont engagés à y adhérer lorsque ces conditions seront réunies. Il s'agit des États membres «faisant l'objet d'une dérogation», comme la Suède.

Source : ec.europa.eu

### Document 3



<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381428#tableau-figure1>

### **Éléments de correction de la partie 3 :**

Introduction :

- "Nous aurons ces grands Etats-Unis d'Europe, qui couronneront le vieux monde comme les Etats-Unis d'Amérique couronnent le nouveau." V. Hugo, Actes et Paroles
- Contexte de faiblesse de la croissance économique au sein de l'UE, de Brexit, de coronavirus. Pères fondateurs de l'Europe : Schuman et Monnet

- Définir :

L'intégration européenne correspond au rapprochement des économies européennes par des vagues successives d'élargissement et d'approfondissement de la coopération entre Etats-membres.

Reprise du sujet : Il s'agit de montrer quels sont les effets de l'intégration européenne sur la conjoncture.

### **Paragraphe 1 : La réalisation du marché unique, un tournant majeur pour l'intégration européenne qui a de nombreux effets sur la croissance**

- définition de marché unique : union douanière + les quatre grandes libertés de circulations à expliquer

□ décidé lors de l'Acte Unique en 1986, réalisé en 1993

- rappel des étapes précédents le marché unique : zone de libre échange (Traité de Rome, 1957), puis union douanière (1968)

- effets sur la croissance : Accroissement de la taille du marché et création de commerce, effets d'innovation (hausse de la productivité), baisse des coûts de production (baisse des coûts des composants, économie d'échelle). Baisse des prix, hausse de la demande, hausse de la croissance

cf document 1 : définition de marché unique, vaste ensemble de 530 millions de consommateurs, effet positif sur la croissance chiffré

cf document 2 : la France exporte et importe surtout vers ses partenaires européens, au premier rang desquels l'Allemagne (lire une donnée).

Ajout de connaissance : Plus de 60 % des exportations de l'UE sont à destinat

### **Paragraphe 2 : La réalisation de la zone euro, un approfondissement de l'intégration européenne qui a également de nombreux effets sur la croissance**

- définition de la zone euro : 19 pays partageant une même politique monétaire, gérée par la BCE, concrétisée par une monnaie unique : UEM

- une longue mise en place, du Traité de Maastricht (passage à l'UE pour préparer l'euro) à la mise en circulation des billets et des pièces en 2002.

- points positifs : suppression du risque de change, des coûts de conversion des monnaies dans une autre monnaie ; meilleures conditions de financement car accès à un vaste marché de K avec des taux d'intérêt plus bas pour se financer ; disparition des « menu costs ». Pour le consommateur, meilleure transparence des prix puisque les comparaisons des biens vendus dans toute la zone euro se font dans la zone euro

cf document 3 : définition de zone euro, quels sont les pays qui font partie (ou non) de la zone euro

cf document 2 : les échanges de biens et de services au sein de la zone euro justifient la mise en place d'une monnaie commune.



### Troisième partie : Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire (10 points)

Critères d'Évaluation	MISSION ACCOMPLIE (Obtient la totalité des points dans la rubrique concernée)	MISSION PARTIELLEMENT ACCOMPLIE (Obtient une partie des points)	MISSION NON ACCOMPLIE (N'obtient aucun pt)	Valorisé (Obtient des points en plus)	
<b>Construction d'un raisonnement (3 points)</b>					
Introduction (1,5 pts)	L'élève a explicité les termes clés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre une phrase de contexte avant les définitions, même maladroite.</li> <li>- Intégration européenne</li> </ul>	<i>L'explicitation est INCOMPLÈTE</i>	AUCUNE explicitation	
	L'élève a annoncé clairement une structure de réponse	Reprise du sujet : montrer les effets de l'intégration européenne sur la croissance	Le plan est IMPARFAITEMENT annoncé	PAS d'annonce de plan	
Structure (1 pt)	L'élève a proposé un développement cohérent qui comprend plusieurs paragraphes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan 1 : un paragraphe par grande phase d'intégration (monnaie unique et zone euro)</li> <li>- Tout plan cohérent (une idée=un paragraphe) sera accepté.</li> </ul>	<i>Structure IMPARFAITE (redondance entre les paragraphes)</i>	PAS de structure	

<b>C o n c l u s i o n ( 0 , 5 p t )</b>	L'élève a proposé une conclusion qui synthétise les principaux arguments		Synthèse <i>INCOMPLÈTE</i> (synthèse sans réponse au sujet ; réponse sans synthèse des arguments)	PAS de conclusion	
<b>Mobilisation des connaissances du programme en lien avec le sujet ( 4 points)</b>					
L'élève a sélectionné et a explicité des connaissances pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- étapes de l'intégration européenne et si possible dates de réalisation : marché unique, monnaie unique</li> <li>- reprise des étapes précédentes du schéma de Balassa : zone de libre échange, union douanière</li> <li>- effets du marché intérieur sur la croissance</li> <li>- avantages de la monnaie unique</li> </ul>	<i>Sélection SANS explicitation</i> <i>Sélection INSUFFISANTE</i>	PAS de sélection et PAS d'explicitation		
L'élève a expliqué les mécanismes et/ou les processus		<i>Mécanismes INCOMPLETS</i>	<i>PAS d'explication</i>		
L'élève a proposé des exemples et / ou fait le lien avec les documents		<i>QUELQUES exemples ou lien INCOMPLET</i>	<i>PAS d'exemples ET PAS de lien</i>		
<b>Exploitation du dossier documentaire en lien avec le sujet (3 points)</b>					
L'élève a sélectionné <sup>(1)</sup> et a lu des informations	<i>Doc 1 : effets du marché unique sur la croissance : vaste marché de consommateurs, effets positifs sur la croissance</i> <i>Doc 2 les pays qui participent ou non à la zone euro</i> <i>Doc 3 lire plusieurs données. Exemples : les exportations de la France en direction de la Belgique s'élèvent à 30,9 milliards d'euros. Les importations de la France en direction de la Belgique s'élèvent à 32,5 milliards d'euros.</i>	<i>Sélection sans lecture</i> <i>Lecture incomplète</i>	<i>PAS ou MAUVAISE sélection et PAS ou MAUVAISE lecture</i>		
L'élève a exploité <sup>(2)</sup> les données en lien avec le sujet	<i>Calculs selon les documents</i>	<i>Exploitation INCOMPLÈTE (Le document est utilisé dans un paragraphe non approprié)</i>	<i>PAS OU MAUVAISE sélection</i>		
<b>Rédaction claire et soignée (Compétence commune à l'ensemble de l'épreuve composée)</b>					Jusqu'à +1 point

<sup>(1)</sup> Sélectionner = l'élève a collecté les données pertinentes / <sup>(2)</sup> Exploiter = l'élève a tiré des informations pour répondre à la question